

Il faut insister sur le fait que le programme de primes du gouvernement n'aura pas d'effet contraire sur les prix à la consommation. Le programme prendra fin dès que la situation du marché se sera améliorée et stabilisée.

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, bien que l'on vienne de me remettre une copie de la déclaration du ministre, étant donné les remarques et les observations que j'ai faites ces deux dernières semaines en ce qui a trait à la situation du bétail, j'estime à propos de répondre tout de suite.

La subvention de 7c., et je pense que le terme est beaucoup plus réaliste que «prime», est l'élément clé de la déclaration du ministre. Les éleveurs de bétail ont essuyé d'énormes pertes depuis le début de l'automne dernier et jusqu'à la fin de l'année, et ils perdent encore de l'argent actuellement. J'aimerais signaler que l'Association canadienne des éleveurs de bétail n'a ni proposé ni demandé dans le mémoire qu'elle a présenté au gouvernement la semaine dernière, que ce programme de subvention soit établi. On n'a pas fait cette demande, car cela ne permettrait pas de faire cesser ni même de ralentir les importations massives de bestiaux américains qui continuent d'entrer au Canada. La semaine dernière, de 10,000 à 11,000 têtes de bétail ont été importées au Canada. D'après les renseignements dont je dispose, il y en aura cette semaine environ 1,000 de moins, c'est-à-dire entre 9,000 et 10,000.

● (1430)

J'avoue sincèrement que la déclaration concernant les subventions sera accueillie avec des sentiments partagés par l'industrie du bétail dans notre pays. Ceux qui ont connu et continuent de connaître des pertes considérables l'approuveront sans doute, c'est évident. Ceux qui élèvent et engraisent leurs propres bestiaux, c'est-à-dire la majorité, sont plutôt enclins à voir loin et ne veulent pas de ce genre de subvention. Cette déclaration ne fera pas renaître la confiance dans l'ensemble de l'industrie du bétail au Canada, ce qui est si nécessaire à l'heure actuelle. Malgré la hausse de \$2 à \$3 pour l'Ouest du Canada et un peu moins pour l'Est, qui s'est produite sur les marchés cette semaine, les exploitants de parcs d'engraissement aujourd'hui continuent d'être \$10 le quintal ou 10c. la livre en dessous de leur prix de revient. Je sais que le ministre est au courant de cette situation.

Il est regrettable que la proposition à plus long terme des éleveurs n'ait pas été à tout le moins commentée de façon constructive par le ministre dans sa déclaration. Cette proposition me semble être fort raisonnable et réalisable. Les éleveurs eux-mêmes ont rassemblé énormément de renseignements à ce sujet, de partout au Canada. De toute évidence, il y a un plus long terme, mais c'est ce dont nous avons besoin dans l'industrie. J'aimerais maintenant donner lecture d'un télégramme qui m'a été remis quelques minutes avant que je ne me rende à la Chambre. Il est envoyé par la Saskatchewan Association of Rural Municipalities. Sauf erreur, le ministre y a pris la parole, avant-hier. Voici ce que dit le télégramme:

Lors du congrès qu'elle a tenu cette semaine à Regina, la Saskatchewan Association of Rural Municipalities a adopté la résolution suivante:

Attendu que l'industrie de l'élevage est reconnue comme étant un très important secteur de notre économie agricole: que les éleveurs de bétail au Canada connaissent de très graves difficultés financières et que les nombreuses importations d'animaux de boucherie en provenance des États-Unis influent gravement sur les prix canadiens, il est résolu que pour remédier à la situation actuelle nous accordions notre appui à l'Association canadienne des éleveurs de bétail, à la United Grain

Prime du bovin

Growers, à la Fédération canadienne de l'agriculture et aux autres organisations provinciales qui s'efforcent d'obtenir immédiatement un tarif mobile pour le bétail de boucherie sur la base de contingents établis de concert avec les États-Unis.

Ce télégramme est signé par M. C. F. Mitchell, président de la Saskatchewan Association of Rural Municipalities. On m'a dit que près de 1,600 personnes assistaient à cette réunion. Ce télégramme m'a été adressé personnellement.

C'est une politique à long terme pour le bœuf et le bétail qui déterminera si le bœuf se vendra relativement bon marché au détail. J'insiste sur «relativement». L'époque des aliments bon marché est révolue. Si on veut avoir des aliments et surtout du bœuf relativement bon marché, il faut augmenter la production mondiale, mais tout en reconnaissant que les agriculteurs, y compris les éleveurs de bétail, ont droit à des profits raisonnables. L'autre solution consiste à diminuer la production tout en augmentant les importations, mais les prix du bœuf sont alors plus élevés. Nous avons encore ici la situation où le producteur obtient beaucoup moins pour ses produits sans que le consommateur bénéficie d'une baisse correspondante au niveau de détail. C'est une vieille situation que je connais bien, mais qui est très décourageante et difficile à comprendre pour les producteurs et les éleveurs qui vendent sur un marché à la baisse sans voir les prix correspondants se refléter au niveau du détail dans un délai raisonnable. C'est certainement une situation à laquelle il faut que le gouvernement remédie. Cette annonce constitue une mesure au pied levé qui coûtera des millions, j'en suis certain, mais elle ne tient pas vraiment compte de la situation à long terme de l'industrie du bétail.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, nous saurons dans un jour ou deux si l'annonce du ministre désembouteillera les lignes téléphoniques de la Saskatchewan à Ottawa. Elle constitue, en fait, une politique à court terme visant essentiellement à nous sortir du pétrin. C'est la façon du gouvernement de régler la situation comme il la voit, mais j'aimerais dire que l'application en est limitée. Il n'y a pas de prix plancher. C'est sept cents en plus de ce que peut offrir le marché le jour où le bétail est vendu. Par le fait que le ministre encourage le bétail de catégories A-3 et A-4 j'en conclus que les producteurs iront au marché pour obtenir la prime pendant que c'est encore possible et qu'il espère amener à l'abattoir plus de bétail en provenance des parcs d'engraissement. Le ministre en convient. Il reste à voir si le consommateur en profitera.

Il nous faut une industrie stable. Les agriculteurs qui se livrent à l'élevage du bétail d'engraissement veulent savoir ce qu'ils obtiendront. Ils voudraient savoir combien de temps durera le programme qu'il a annoncé. Sans cela, ils pourraient très bien amener du bétail imparfait au marché. Ils ne savent pas s'il y a un prix minimum. De toute évidence, et je le répète car je pense qu'il le faut, il s'agit d'un programme à court terme. Je ne mets pas spécialement en doute, et je ne le désire nullement, le fait que le ministre emploie la méthode du subventionnement au lieu de celle des tarifs. Dans la région que je représente, un grand nombre d'éleveurs et d'agriculteurs doivent vendre leur bétail aux États-Unis. L'élevage du porc occupe une place considérable et les États-Unis représentent une très grande part du marché pour le porc abattu de même que pour le bétail sur pied. A moins qu'il n'y ait des négociations avec les États-Unis et que ces derniers soient d'accord pour un tarif douanier, je ne pense pas qu'il soit souhaitable d'en imposer un. Je le dis franchement à la